

Vous êtes ici : [Accueil](#) > [Locales](#) > [Tourcoing](#) > [Environs de Tourcoing](#)

NEUVILLE EN FERRAIN / NEUVILLE-EN-FERRAIN

## Zone industrielle en crise

Publié le mardi 08 septembre 2009 à 06h00



*Depuis presque deux semaines, les salariés d'ADF à Neuville-en-Ferrain bloquent l'accès au site. Hier, ils ont laissé sortir deux camions.*

Depuis la rentrée, la zone industrielle de Neuville-en-Ferrain connaît la crise : grève chez Arc Distribution France, licenciements prévus chez Wauquiez et 190 postes supprimés chez Pimkie.

<hr size=2 width="100%" align=center>

HUGUES BALLOIS > [hugues.ballois@nordeclair.fr](mailto:hugues.ballois@nordeclair.fr)

Arc Distribution France (Callens-Lesage). Hier, les salariés de ADF à Neuville-en-Ferrain, filiale de Arc international, entamaient leur douzième jour de grève. Depuis l'annonce en juin du transfert du personnel et des activités de logistique et de transport sur un nouveau site à Arques (Saint-Omer), les grévistes (une cinquantaine sur les 90 salariés) veulent obtenir une prime extra-légale de licenciement décente. Ceux-ci refusent, en effet, d'effectuer les 150 km aller-retour pour se rendre sur le nouveau site. Jugeant les modalités de mobilité insuffisantes, les salariés veulent quitter l'entreprise.

Hier, une nouvelle réunion entre l'intersyndicale et la direction a eu lieu à Lille. Après l'échec de la semaine dernière, les grévistes avaient l'espoir qu'aboutisse un accord. D'ailleurs, deux camions ont pu sortir de l'entreprise. « On a fait un geste et même si on reste motivés, on espère que cela se débloquera ce soir (hier, ndlr) », témoigne un salarié.

Chantiers navals Wauquiez. Lundi matin se tenait une réunion avec les représentants

syndicaux et la direction. Une réunion de consultation pendant laquelle la direction a confirmé son projet de licenciements. 35 postes sur les 87 sont concernés. 22 licenciements secs et 13 reclassements. En juillet dernier, l'entreprise neuvilloise avait engagé un plan de sauvegarde avec un gel de ses dettes pendant 5 mois. Hugues Thiebaut, le président de Wauquiez, a juste confirmé qu'un comité d'entreprise avait bien eu lieu lundi matin. Ce dernier ne souhaitant pas commenter ce projet de licenciements par respect de la loi « et pour éviter le délit d'entrave... ». Le Pdg a rappelé que les mesures prises étaient faites pour pérenniser l'entreprise.

Diramode (Pimkie). « On recommence à zéro, lance Maley Upravan, déléguée centrale FO. Il y a échec de l'accord de méthode et des négociations du plan social de sauvegarde de l'emploi. » Le 17 septembre, lors d'un comité central d'entreprise, l'intersyndicale et la direction se retrouvent à nouveau pour évoquer la suppression de 190 postes à Neuville, Wasquehal et La Madeleine. « Aujourd'hui, ce que veulent les salariés, c'est connaître le montant de l'enveloppe et entamer de vraies négociations. » L'intersyndicale FO/CFDT, majoritaire, déplore surtout le manque de dialogue et le projet de reclassement. Ce dernier proposait 163 offres d'emploi « mais pas forcément dans le groupe Mulliez et ouvert à tous. »